

Témoignage d'un Guarani kaiowa du Campement Guyra Kambiy

« Nous aimerions élever nos voix vers ceux qui souhaitent vraiment savoir pourquoi nous avons effectué cette nouvelle « retomada » (récupération de terre).

Nous avons marché à peine à 1500 mètres au nord de notre ancien campement pour établir quelques demeures, une petite maison de prière, et pour planter de quoi manger.

Nous marchons vers une terre fertile, car ici [sur notre ancien campement] nous vivons déjà serrés, comme les larves du bois pourri (comme des sardines).

Nous avons pris notre courage à deux mains et sommes partis [pour récupérer notre terre], car sinon nous attendons en vain le pouvoir exécutif, judiciaire et politique.

Nous savons qu'ils ne viendront pas nous dire « Vous avez ici votre terre, vous pouvez jouir de vos droits ».

Nous savons qu'entre les hommes des pouvoirs exécutifs, législatifs, judiciaires et politiques, se trouvent des personnes qui ont des préjugés et disent de faux témoignages à notre sujet.

Par exemple, en affirmant que nous ne travaillons pas.

Si nous ne travaillons pas (comme les non-indigènes pensent que nous le devrions), c'est parce que nous n'avons pas les conditions pour le faire.

Si on leur coupait les crédits, les grands propriétaires ne travailleraient pas et ne produiraient pas.

Pour eux, nous ne valons rien. Nous ne sommes que des sources de moqueries. Nos droits sont vains sur le papier. Si nous allons à la banque demander un financement, il n'y a pas de crédit pour nous. Notre droit à la terre est un espoir vain.

Nous savons que pour les élus locaux, députés, sénateurs, préfets, gouverneurs et présidents nous servons uniquement à voter. Mais, nous ne pouvons pas ne pas voter. Plein de puces, de vers, de maladies... nous devons voter. Si nous ne le faisons pas, lorsque nous allons proposer nos services pour travailler, comme éboueur, nous devons d'abord payer une amende.

Nos vies ne valent rien pour les hommes de pouvoir. Ils nous utilisent comme ils le souhaitent.

Seule notre mort a de la valeur. Seule notre mort les fait bouger. La loi ne change rien. Ils l'utilisent contre nous ; ils la modifient en leur faveur. Les hommes politiques établissent des accords avec les personnes de pouvoirs, les propriétaires terriens. Eux-mêmes sont propriétaires de la terre !

La loi traite de tout : droit de l'homme, environnement, propriété, transit, casque, animaux, démarcation ! Il existe des lois pour les chiens, les forêts, l'eau et les poubelles. Les hommes politiques apprécient et soutiennent les lois pour la biodiversité, pour l'usage du casque, pour la Petrobras. Ils les respectent. Or, quand il s'agit de démarcation, ils les reportent à plus tard, à plus tard, à encore plus tard.

Comme la loi n'apporte pas la vie et n'est pas en vigueur pour nous, nous en sommes dépourvus de nouveau. L'article 231 de la Carta Magna ne veut rien stipuler à notre sujet. S'ils ne nous rendent pas une partie de notre terre, notre culture ne peut plus vivre. Nous nous apercevons également qu'il y a des entraves à l'action du Ministère Public Fédéral, de la FUNAI, de la police fédérale, de la force nationale... Et nous nous demandons : Ces organes de justice ne peuvent-ils rien contre les personnes de pouvoir ?

En attendant, nous vivons comme au Moyen-Orient ! Nous vivons entassés sur ces trois hectares. Nous sommes déjà plus de cent personnes sur ce petit territoire. Un demi hectare n'est que varjão. Nous vivons ici sans justice.

Les personnes viennent nous observer comme si elles se trouvaient devant une porcherie. Juste un instant. Nous recevons peu pour manger et sommes à nouveau délaissés. Nous sommes considérés comme des animaux. Nous ne sommes pas des personnes, nous n'avons pas de droits de l'homme pour les personnes de pouvoir. Même les non-indigènes bien intentionnés viennent nous voir rapidement et repartent ensuite dans leurs voitures. Ils n'attendent pas que nous parlions. Et nous restons sans justice, pieds et poings liés par le propre gouvernement et les hommes des pouvoirs législatif et judiciaire.

Nous avons besoin de l'aide de la société pour sortir de cette situation.

Lorsque les policiers et autres autorités viennent jusqu'ici, ils ne veulent pas discuter avec nous. Ils nous prennent pour des ignorants. Ils ne veulent rien savoir de nous. Ils ne nous demandent pas par exemple pourquoi nous tentons de reprendre la terre, pourquoi nous sortons de notre ancien campement et

essayons de nous procurer un nouvel endroit où notre culture puisse vivre et perdurer. Nous, au contraire, nous vivons en questionnant les non-indigènes.

Le processus de démarcation de notre terre est déjà très ancien. Il est comme le vieux feijao qui se cuisine seulement à la pression. Il se trouve toujours au point mort. Si nous ne faisons pas avancer les choses de nous-mêmes, la situation restera intacte !

Nous vivons sur 2,5 hectares et avons 0,5 hectares pour cultiver. Mais nous n'avons pas seulement besoin de *varjao*, de forêt : nous avons aussi besoin de terre pour travailler, de terre fertile pour produire notre nourriture.

Nous n'avons déjà plus de place ici. Des personnes continuent de regagner notre terre, car il n'y a plus de place dans d'autres villages. Nous, les kaiowa, sommes nombreux et la terre ne s'étend pas, elle ne s'étend plus comme avant !

Pourquoi nous entrons sur les terres du non-indigènes, en réalité sur nos terres ? Parce qu'ici, où nous habitons, nous ne pouvons pas planter. Dans le vieux village, c'est pareil. C'est pourquoi nous avons fait cette nouvelle « retomada ». Parce que cette action appartient à notre culture. Nous devons marcher, s'il est nécessaire, pour vivre.

Nous partons à la recherche de terres. Or, les non-indigènes partent à la recherche de nos vies. Ils voulaient nous tirer dessus, nous tuer. Ils en veulent à notre vie. Ils offrent de l'argent pour nous tuer. Ils ont regroupé paraguayens pour nous tuer. Nous, nous ne voulons tuer personne, nous voulons seulement des terres pour planter notre nourriture.

Pourquoi avons-nous reculé ? Parce qu'il n'y a pas de sécurité et que nous ne voulons pas de morts. Nous voulons seulement des terres. Durant trois jours, nous avons été la cible des armes à feu ; nous, nous avons seulement des lance-pierres, des bâtons peints et des flèches. Mais ils étaient imprégnés de prière. Les grands-mères, les grands-pères, les enfants, les hommes, les femmes, nous nous fortifions dans la prière et nous les affrontons. Ils ont brûlé nos demeures, nos habits blancs (vêtement traditionnels), nos ornements religieux, ils ont également brûlé la croix que nous portons.

Après cela, nous nous sommes rendus. La Funai nous l'a demandé, et nous l'avons fait. Nous sommes satisfaits qu'il n'y ait pas eu de morts. Mais, nous nous sentons également mal d'avoir reculé, car nos besoins reculent avec nous et nous ne pouvons pas vivre comme cela très longtemps.

Si quelqu'un était mort durant le conflit, est-ce que le processus pour notre terre aurait "avancé"? Est-ce qu'ils auraient élargi la zone de notre campement?

Nous demandons à toutes les personnes qui nous considèrent de nous aider. Nous avons besoin de notre terre. Les autorités ont le pouvoir entre leurs mains; mais nous savons que les personnes et les institutions peuvent influencer les autorités dans la considération de notre histoire, de notre présent et ainsi accélérer la démarcation.

Nous regrettons la mort de tous les kaiowa assassinés pour leur lutte pour la terre, comme Simeao, et demandons à toutes les autorités et à la justice que ces morts ne restent pas impunis. Si tel était le cas, elles renforceraient leurs malfaiteurs et mandataires. Les kaiowa, au contraire, seraient dépréciés.

Nous souhaitons chanter notre bonne manière de vivre. Nous voulons rénover également nos objets rituels [brûlés durant les affrontements] pour attendre la démarcation, en paix, au son de nos chants et de nos prières, pour que nos fils et nos filles soient heureux et s'épanouissent (aient de jolies fleurs)!

Que la bonté de notre Père nous bénisse!

Campement Guyra Kambiy 06 et 14 septembre 2015